CIRPES - Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Etudes Stratégiques

-- Le Débat stratégique - Le débat stratégique N°95-Janvier 2008 --

Le débat stratégique N°95-Janvier 2008

Où vont les relations turco-américaines ?

Ugur Kaya

Ugur Kaya
samedi 26 janvier 2008

Ankara et Washington s'efforcent de ne pas aggraver leurs relations qui ne cessent de traverser des épreuves difficiles depuis l'arrivée du gouvernement Bush au pouvoir. Après les visites réciproques de la Secrétaire d'Etat, C. Rice et du Premier ministre turc R. Erdogan en novembre, le nouveau Président turc s'est rendu officiellement à la Maison Blanche pour la première fois depuis 12 ans. Ce voyage, effectué juste après les frappes aériennes turques sur les bases du PKK en Irak du nord, avec l'accord et l'information militaire américaine, visait à sortir de l'état de crise.

Les deux alliés avaient déjà vécu des situations de crises dans les années 1960 et 1970. Mais, même au moment de l'embargo militaire américain de 1975-78, imposé à la Turquie suite à son intervention à Chypre, ils ont poursuivi une coopération économique et militaire sans remettre en cause leur alliance à long terme. Si les Etats-Unis ont été régulièrement critiqués, surtout pour s'être laissés influencés par des « lobbies arméniens et grecs » qui servaient alors de bouc émissaire, ils n'ont jamais été perçus par la Turquie comme ‘un ennemi' autant qu'aujourd'hui. Selon les enquêtes, les Etats-Unis prennent de plus en plus une figure menaçante pour les turcs. Les gens ayant une image positive des Etats-Unis ont chuté de 52% en 2000 à 30% en 2002, à 15% en 2003 et jusqu'à 9% l'année dernière.

La désobéissance des vassaux

Grâce à leur puissance militaire et économique, les Etats-Unis peuvent détruire toute initiative ou tout système au Moyen-Orient que Washington désapprouve. Ces méthodes américaines unilatérales et agressives suscitent l'antipathie, Elles n'arrivent cependant pas à empêcher ‘la désobéissance des vassaux' possible à toute occasion. Les exigences de Washington, sans pouvoir offrir de perspective, se heurtent à la réticence des acteurs régionaux, en rapport à la capacité de ces derniers.

Cela s'est concrétisé en 2003, lorsque le parlement turc a refusé le déploiement des forces américaines sur le pays. Les néo-conservateurs, de manière méprisante, n'ont pas pris en compte les nouvelles dynamiques de la société turque. Alors qu'avant la première guerre du Golfe, le Secrétaire d'Etat James Baker s'est rendu trois fois en cinq mois en Turquie et le Président Bush père a eu une cinquantaine d'échanges téléphoniques avec les leaders turcs, en 2003, Powell n'a jamais visité Ankara et Bush junior n'a eu que trois échanges téléphoniques selon les registres de la Maison Blanche.

Si l'on regarde de près, le gouvernement et l'état-major turcs, pour des raisons propres à chacun, n'étaient pas entièrement opposés à un déploiement effectué sous certaines conditions. Ni l'un ni l'autre, à cause de leur concurrence réciproque en matière de politique intérieure, n'a pu prendre la responsabilité de faire pression sur le parlement ou sur l'opinion publique turcs. Pourtant il y a deux décennies, Washington pouvait atteindre ses objectifs en Turquie en passant par les généraux putschistes ou par un petit cercle de dirigeants. Mais ni l'armée ni la société turques ne sont aujourd'hui les mêmes. Les Etats-Unis, qui se targuent d'être porteurs de démocratie, ne tiennent pas compte du développement de la société civile dans la région. Cette négligence risque de rencontrer de plus en plus de rejets diplomatiques dans les Etats plus ou moins démocratiques, ou, dans les systèmes répressifs ou instables, suscitera des résistances armées.

L'ancrage européen

Il faut souligner que le choix entre ces deux alternatives, négociation ou violence, dépendra aussi de la capacité de l'Union européenne voisine à créer des plateformes politiques. En l'occurrence, la résistance d'Ankara à la politique militariste télécommandée depuis Washington est liée à ses relations avec l'UE et donc au processus de son adhésion. A contrario, un éloignement de l'Europe affaiblit la Turquie vis-à-vis des Etats-Unis. Et un éloignement simultané des deux côtés peut provoquer une crise intérieure. A leur tour, les capitales européennes, notamment Paris et Berlin n'ont pas compris que le l'essentiel pour la Turquie n'est pas l'impossibilité de son adhésion à l'Union à moyen ou même long terme : la poursuite d'un vrai processus elle-même permet un ancrage sociopolitique et est aussi une garantie de sécurité pour la Turquie.

Les Etats-Unis et la Turquie mènent désormais une alliance ‘à la carte', au milieu d'une région complexe, contrairement au ‘bon temps de la guerre Froide contre l'ennemi commun'. La fréquence des crises entre les deux pays depuis cinq années a provoqué une accumulation de tensions difficiles à digérer. L'arrestation des officiers turcs, chargés de communication en Irak du nord en fut un paroxysme. A cela s'est ajoutée celle de l'ambassadeur américain Edelman, accusé de se comporter en « gouverneur colonial » en raison de ses commentaires, entre autres sur la visite du Président en Syrie. Il a démissionné après 18 mois seulement pour être sous-secrétaire à la Défense.

Condamnés à s'entendre

Les différends entre les deux pays et leurs accusations mutuelles sont innombrables. Alors que l'opération américaine à Fallujah est qualifiée de génocide par certains députés du parti gouvernant en Turquie, les officiers turcs ont accusé les Etats-Unis de permettre l'existence du PKK en Irak. A son tour, l'adoption, par la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants américaine, d'un texte qualifiant de génocide le massacre des Arméniens, et les efforts de la présidente démocrate de la Chambre pour faire voter ce texte ont suscité des protestations profondes dans tous les milieux turcs, y compris dans l'armée et le gouvernement. A la même période, les attaques du PKK venant du nord de l'Irak faisaient de nouveau subir à l'armée turque de grandes pertes pendant que cette organisation s'exhibait facilement dans des zones sous contrôle américain. D'autres déclarations et surenchères de part et d'autre ne faisaient que révéler des désaccords.

Le retrait du texte portant sur le terme de génocide et l'accord sur les opérations aériennes contre le PKK faisant suite aux visites de Rice et Erdogan, sont perçus comme annonçant la fin de l'état de crise. D'ailleurs, malgré toutes ces tensions, une vraie rupture des deux alliés est invraisemblable. Ils ont encore besoin l'un de l'autre. Pourtant, les sujets tels que l'Iran, la Syrie, le Liban et Israël sont de potentielles sources de divergences. Une pression très limitée américaine sur l'Iran et la Syrie peut arranger la Turquie, pourvu que cette politique pousse ces pays vers Ankara et à condition que les Etats-Unis n'obligent pas celle-ci à s'impliquer. La Turquie s'opposera également à toute politique déstabilisant la région et donc pouvant la perturber.